

nèrent leur programme. Téléconférences, chaînes de télévision communautaire et bien d'autres moyens encore furent utilisés pour mettre les collectivités en contact les unes avec les autres. Grâce à la généreuse coopération de Monsieur le président de la Chambre des communes et du réseau CBC/Radio-Canada, la télévision parlementaire diffusa les séances du Forum national. Tout cela nous ouvre les chemins de demain.

Je recommande fortement que Forum Afrique se poursuive et devienne un élément des politiques et programmes de la « décennie de l'Afrique ». S'il est bien épaulé et convenablement orchestré, le Forum pourra servir de point de convergence au débat, à l'autocritique et aux initiatives novatrices et nous permettra de mettre à l'épreuve notre engagement et notre volonté d'aider l'Afrique. **Je propose que le prochain Forum Afrique ait lieu à la fin de 1986 et ait comme point culminant un téléthon de 24 heures qui informerait les Canadiens des progrès réalisés par la « décennie de l'Afrique » et recueillerait des dons pour alimenter le fonds de contrepartie et financer le Centre Canada-Afrique.**

Conclusion

Des trente-six pays désignés et reconnus par les Nations Unies comme étant les plus pauvres du monde, vingt-six sont situés en Afrique. Ces pays sont depuis longtemps victimes d'un déclin économique et social chronique. Ils ont connu leur pire sécheresse du siècle. Il en est résulté une famine inouïe.

Pendant toute la durée de la crise, le monde entier a gardé en vue deux objectifs convergents : d'abord, qu'il était urgent de faire quelque chose maintenant pour sauver ces populations et aussi qu'il fallait absolument trouver à plus long terme le moyen d'empêcher des tragédies de cette nature de se reproduire.

Des progrès remarquables ont été accomplis dans la poursuite du premier objectif. Sans l'abandonner, il faut maintenant agir en fonction du deuxième. L'effort que nous devons consentir pour y arriver sera au total plus grand que tout ce qu'a pu exiger de nous la crise engendrée par la famine africaine à ce jour. Je recommande fortement au gouvernement du Canada et je le presse de prendre et d'assumer un tel engagement durable.